« Monsieur le Ministre,

L'intersyndicale Fonction publique – CGT FO FSU Solidaires FAFP – s'est réunie hier soir et a décidé de commencer cette réunion par une déclaration commune.

En perspective du déconfinement le 11 mai décidé par le pouvoir exécutif, nous continuons à affirmer que la priorité doit être donnée à la protection des personnels et des usagers, sur les lieux de travail et lors des trajets domicile-travail particulièrement dans les transports en commun. Il est de la responsabilité du gouvernement et des employeurs de fournir aux personnels l'ensemble des équipements de protection nécessaires à la sécurité sanitaire, ce qui n'est toujours pas le cas à l'heure actuelle.

Nous affirmons qu'un agenda social Fonction publique est nécessaire pour faire face aux enjeux de la période. Il est indispensable que cet agenda social s'ouvre par un bilan de la crise actuelle et des discussions portant sur les décisions nécessaires notamment en matière d'effectifs et de moyens budgétaires, dans le cadre de politiques en rupture avec celles menées depuis des années.

Nous refusons par conséquent l'agenda social dans sa version actuelle et estimons en particulier que la tenue des premières réunions programmées les 18 et 26 mai n'est pas envisageable.

Nous affirmons également que le rendez-vous salarial que vous avez annoncé doit être une véritable négociation salariale, avec des mesures générales au cœur des échanges. »

Fait à Paris, le 06 mai 2020

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *

Cette déclaration a été prononcée le 5 mai 2020 à l'occasion de la conférence téléphonée hebdomadaire des organisations syndicales de la Fonction publique avec Olivier Dussopt, Secrétaire d'Etat.

fichiers: Télécharger 2020.05.07_-_communique_fonction_publique.pdf (444.62 Ko)

Public: COVID-19
Fonction publique

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank